

Publication du décret énergie pour les entreprises



Le <u>décret n° 2022-1279</u> publié en fin de semaine dernière a modifié les règles attachées à l'aide visant à compenser la hausse des coûts d'approvisionnement de gaz naturel et d'électricité des entreprises particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine.

Cette aide est prolongée **j**usqu'en décembre 2022 et désormais, pour être éligibles, les entreprises doivent remplir les conditions suivantes à la date de dépôt de la demande :

- Avoir des achats de gaz et/ou d'électricité atteignant au moins 3% de leur chiffre d'affaires en 2021 ;
- Avoir subi un doublement du prix du gaz et/ou de l'électricité sur la période éligible par rapport à une moyenne de prix sur l'année 2021.



Selon la situation de l'entreprise, le montant de l'aide est égal à :

- 30% des coûts éligibles, avec un plafond à 2M€ pour les entreprises subissant une baisse d'excédent brut d'exploitation par rapport à 2021 ou ayant un excédent brut d'exploitation négatif ;
- 50% des coûts éligibles avec un plafond à 25M€, pour les entreprises dont l'excédent brut d'exploitation est négatif et dont l'augmentation des coûts éligibles s'élève au moins à 50% de la perte d'exploitation. L'aide est limitée à 80 % du montant des pertes ;
- 70% des coûts éligibles avec un plafond à 50M€, pour les entreprises qui respectent les critères de l'aide plafonnée à 25 millions d'euros et qui exercent leur activité principale dans un ou plusieurs des secteurs et sous-secteurs listés en annexe 1 du décret. L'aide est limitée à 80% du montant des pertes.

Les plafonds sont appréciés au niveau du groupe, sur la période du 1er mars 2022 au 31 décembre 2022.

Les demandes sont à déposer de manière dématérialisée sur le site www.impots.gouv.fr.

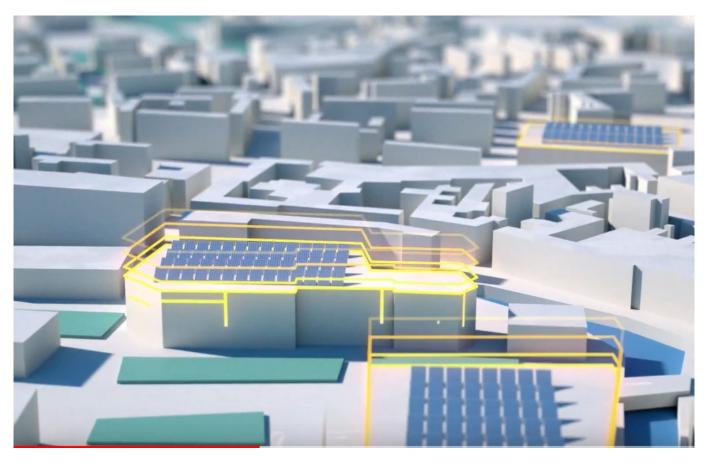
4 lycées vauclusiens seront équipés de panneaux solaires d'ici 2024



23 octobre 2025 |



Ecrit par le 23 octobre 2025



Dans le cadre de son Plan Climat 'Gardons une Cop d'avance', la Région Sud souhaite que plus de 30% des 174 lycées de Provence-Alpes-Côte d'Azur soient équipés de panneaux photovoltaïques à l'horizon 2024.

Si à ce jour, 32 établissements ont déjà été équipés de panneaux solaires, 19 sites supplémentaires seront dotés d'une installation photovoltaïque d'ici 2 ans.

En Vaucluse 4 lycées sont concernés :

- la Cité Scolaire Jean-Henri-Fabre à Carpentras,
- le Lycée Ferdinand-Revoul à Valréas,
- le Lycée Charles-de-Gaulle à Apt,
- le Lycée Philippe-de-Girard/Robert-Schuman à Avignon,

Ces aménagements devraient permettre de réaliser plus de 20% d'économie d'énergies dans les 51 bâtiments régionaux équipés.

De plus, 64 sites supplémentaires sont à l'étude pour bénéficier de ces aménagements par <u>Reservoir Sun</u> qui a remporté l'Appel à Manifestation d'Intérêt de la Région. Le premier, le lycée Alexandra David-Neel à Digne, est en cours de livraison. En tout, plus de 105 838 m2 assureront une puissance cumulée de 21,4



Mégawatt-crête à l'issue des travaux

« Il n'y a pas de plus grande fierté, ni de plus grand plaisir que celui de penser et de réaliser un lieu d'éducation au service de notre jeunesse, explique Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Avec Reservoir Sun nous faisons un pas de plus en ce sens et vers notre objectif de neutralité carbone. »

L.G.

Comment les Français se préparent et envisagent les économies d'énergie pour cet hiver ?

23 octobre 2025 |



Ecrit par le 23 octobre 2025



Pour 54 % des Français, les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels. C'est ce qui ressort de l'enquête réalisée pour le compte de Rothelec, spécialiste du chauffage électrique économique. Avec l'arrivée de l'Hiver, l'inventeur de radiateur à inertie, a voulu savoir si les Français étaient prêts à réaliser des économies d'énergie avec une enquête menée auprès de 1 002 personnes représentatives de la population française. Ces derniers sont ainsi 48% à estimer que baisser les températures de leur maison est une bonne idée... Mais seulement 45% ont prévu de le faire cet hiver! Cet hiver, la température de confort du salon des Français sera pour 33 % entre 20°C et 18°C.

Qui doit être le plus sobre énergétiquement ?

En ce qui concerne la question de la sobriété énergétique, les Français ont un avis bien tranché : plus de 54% pensent que les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels. Seulement 39% estiment que les efforts doivent être équivalents et 4% que ce sont aux particuliers de faire plus d'économies.



Pensez-vous que ce sont les particuliers qui doivent faire le plus d'efforts pour la sobriété énergétique ?	
Réponses	Pourcentages
Oui les particuliers doivent faire plus d'efforts que les professionnels	4 %
Les particuliers et les professionnels doivent faire autant d'efforts	39 %
Non les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels	54 %
Ne se prononce pas	3 %

Pour ou contre pour la baisse des températures dans les maisons cet hiver ?

Pour ce qui est de faire baisser la température dans les habitations quand le thermomètre sera au plus bas, les Français sont très divisés : 48% estiment qu'il s'agit d'une bonne idée mais 39% pensent que non et 13% ne savent pas encore répondre à cette question.

Pensez-vous que ce soit une bonne idée de baisser la température de votre habitation cet hiver ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	48 %
Non	39 %
Je ne sais pas	13 %

De plus, entre le fait de savoir que la baisse des températures est une bonne idée et le faire, il existe aussi un fossé. En effet, 45% des personnes interrogées déclarent qu'elles diminueront effectivement cet hiver le chauffage de leur habitation de quelques degrés mais 44% avouent que non et 11% n'ont pas encore pris leur décision.

Ilez-vous baisser la température de votre habitation cet hiver ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	45 %
Non	44 %
Je ne sais pas	11 %

Une baisse de combien?

Faire baisser la température de leur habitation ne signifie pas pour autant que les Français vont rester à 18°C. Ainsi, la température de confort du salon des Français cet hiver sera pour 33% entre 20°C et 18°C, pour 31% entre 22°C et 20°C et pour 29% entre 24°C et 22°C. Il semble donc que les recommandations de faire baisser les températures entre 18°C et 19°C ne soient pas totalement respectées dans les faits.



Réponses	Pourcentages
Plus de 24°C	4 %
Entre 24°C et 22°C	29 %
Entre 22°C et 20°C	31 %
Entre 20°C et 18°C	33 %
Moins de 18°C	3 %

Comment vraiment réaliser des économies ?

Pour vraiment faire baisser la facture énergétique, les Français ont de bonnes idées. Ainsi, 77% considèrent qu'une bonne isolation des murs, des plafonds et des sols est la solution la plus efficace. En deuxième place, 65% pensent que le chauffage solaire est pertinent et 61% qu'il faut installer des radiateurs haut de gamme.

« En fait, c'est l'accumulation de toutes ces solutions qui rend une habitation efficace et donc qui permet de réaliser d'importantes économies d'énergie. Si vous avez des murs en carton, un chauffage solaire ne sera pas plus intéressant. En revanche, bien isoler sa maison, associer un système de chauffage solaire avec des radiateurs haut de gamme munis de thermostats déportés, tout en fermant vos volets la nuit, c'est la formule gagnante pour de belles économies énergétiques », a déclaré Jean-Alexandre Grunelius, PDG de Rothelec.

Réponses	Pourcentages
Une bonne isolation des murs, plafonds, etc.	77 %
Un système de chauffage solaire	65 %
Des radiateurs haut de gamme	61 %
Des thermostats déportés	42 %
Des volets roulants fermés la nuit	41 %
De couper totalement le chauffage la nuit	5 %
Autre	4 %

Plus d'1 Français sur 2 prévoit de changer de chauffage

En mai 2022, plus de 47% des Français prévoyaient déjà de changer ou d'améliorer leur système de chauffage. En septembre, ils sont plus de 51% dans ce cas, soit une augmentation de 4 points en seulement 4 mois.

Prévoyez-vous de changer votre système de chauffage afin de faire des économies d'énergie cet hiver ?		
Réponses	Mai 2022	Septembre 2022
Oui	47 %	51 %
Non	53 %	49 %



L'électrique toujours le choix N°1

Si l'électricité reste encore le choix numéro des Français, il baisse cependant de 39% en mai à 36% en septembre. Le Gaz quant à lui chute véritablement de 33% à 24% alors que le solaire grimpe de 11% à 23%. Le chauffage au bois augmente également de 9% à 19%.

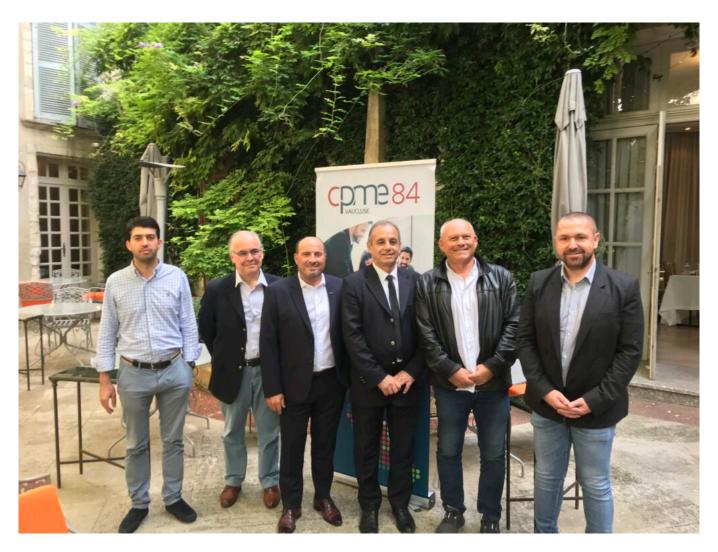
Réponses	Mai 2022	Septembre 2022
Electrique	39 %	36 %
Au gaz, GPL	33 %	24 %
Solaire	11 %	23 %
Au bois, granulés	9 %	19 %
Pompe à chaleur, climatisation	12 %	15 %
Eau chaude (radiateurs ou plancher chauffant)	6 %	5 %
Plancher ou plafond rayonnant	4 %	2 %
Géothermique	2 %	1 %
Aucun	2 %	1 %
Au fioul	1%	0 %

Rentrée : la CPME 84 s'inquiète pour les entreprises vauclusiennes

23 octobre 2025 |



Ecrit par le 23 octobre 2025



Période post-Covid, crise énergétique, guerre en Ukraine, envolée du coût des matières premières, pénurie de main d'œuvre, remboursement du PGE, plan Faubourg... A l'occasion de cette rentrée Bernard Vergier, président de la CPME de Vaucluse s'inquiète des difficultés qui s'accumulent pour les entreprises vauclusiennes.

« L'année 2021, puis le premier semestre 2022, ont été marqués par la crise du Covid puis par la reprise de l'économie freinée par des difficultés de recrutement et des pénuries de matières premières sans précédent », constate Bernard Vergier, président de la CPME 84 (Confédération des petites et moyennes entreprises) à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de la première organisation patronale de Vaucluse (900 adhérents directs et 8 000 entreprises représentées via les branches affiliées à la Confédération départementale).

Malgré cela, poursuit-il, la CPME reste plus que jamais mobilisée pour faire entendre haut et fort la voix des PME au cœur d'un contexte incertain : lutte contre l'inflation et les pénuries, indispensables réformes des retraites et de la sphère publique, transitions écologique et numérique. Et pour cela, notre



objectif est clair : militer inlassablement pour bâtir un environnement plus favorable aux TPE-PME. »

Flambée des coûts de l'énergie

En premier lieu, la CPME 84 s'alarme des conséquences de la flambée des coûts de l'énergie.

« Nous redoutons cet hiver une cherté de l'énergie qui risque de se coupler à une rareté. Nos chefs d'entreprise s'y préparent et font déjà le maximum pour réduire leur consommation mais nous devons impérativement éviter les coupures ou les délestages même si 59% des entreprise ont déjà réduit leur consommation énergétique. Il est nécessaire, en premier lieu, d'être accompagnés par les énergéticiens qui doivent nous aider à anticiper les difficultés. Les pouvoirs publics devront réactiver les mesures d'activités partielles de longue durée et les fonds de solidarité afin d'éviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise.

« Eviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise en raison des coûts de l'énergie. »

Bernard Vergier

« Dans un souci de séduction politique et d'un certain dogmatisme écologiste, nos politiques ont voulu croire que l'on pouvait s'en sortir avec le 'tout solaire et éolien', regrette Bernard Vergier. Le résultat est aujourd'hui là, notre forte dépendance énergétique est susceptible de remettre en question la viabilité de nos entreprises les plus énergivores. »

Difficultés de recrutement et inflation

Le président de la CPME 84 s'inquiète des fortes difficultés de recrutement que rencontrent les entreprises locales.

« Trop d'entreprises peinent à recruter, trop de postes sont vacants sur l'ensemble des secteurs d'activités mettant en difficulté le développement et l'activité de nos structures », constate Bernard Vergier même si « à l'échelle de notre département, les acteurs concernés se sont fortement saisis du sujet et nous pouvons saluer les efforts conjoints de la DEETS, de la Préfecture de Vaucluse, Pôle Emploi, des organisations patronales et branches professionnelles ainsi que l'ensemble des partenaires travaillant sur le sujet. »

« L'apprentissage reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans nos entreprises. »

Pour combler en partie ce manque de main d'œuvre, le président de la CPME de Vaucluse plaide pour que l'apprentissage continue à être soutenu : « Il reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans



nos entreprises en leur donnant une formation concrète, en travaillant sur les savoir-être ainsi que sur la valeur 'travail' ».

Et Bernard Vergier de regretter à contrario ceux qui « choisissent encore le chômage de complaisance. Les conditions d'indemnisation de l'assurance chômage doivent être resserrées, avec une incitation plus rapide à reprendre un emploi, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays européens. »

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs »

Concernant l'inflation, même si celle-ci est une des plus faibles d'Europe, la CPME propose de réactiver pour toutes les entreprises la défiscalisation des heures supplémentaires et de plafonner le montant des charges patronales. Concrètement, au-delà de la 35^e heure, un salarié serait payé 25% de plus mais les charges patronales n'augmenteraient pas.

La CPME propose également d'assouplir les dispositifs de participation et d'intéressement ainsi que de permettre plusieurs versements au cours de l'année de la prime Pepa (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat dit aussi 'Prime Macron').

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs », insiste Bernard Vergier.

Mobilité : le plan Faubourgs en ligne de mire

Enfin, le président de la CPME s'alarme des conséquences de <u>la mise en place du plan Faubourgs à</u> Avignon.

« Les embouteillages impactent au quotidien l'ensemble de notre activité économique, touchent les professionnels, leurs collaborateurs, leurs clients et fournisseurs qui ne peuvent se passer de leur véhicule pour exercer leur activité professionnelle, déplore Bernard Vergier. Le commerce de proximité implanté sur le plan faubourgs subit des pertes de chiffres d'affaires jusqu'à -85%, certains d'entre eux ont procédé à des licenciements économiques et cessés leur activité. Dans le même temps, des pics de pollution importants sont régulièrement enregistrés aux heures d'affluence. Les conséquences environnementales nous inquiètent... Les professionnels prioritaires (pompiers, ambulances, services d'ordre) sont aussi touchés et ne peuvent intervenir dans les délais nécessaires, ce qui peut mettre en danger la population concernée. De fortes inquiétudes sont aussi émises par les propriétaires de logement privatifs et professionnels sur les dévaluations immobilières déjà annoncées à court et moyen terme. »

« Notre ville n'a pas le droit de mourir. »

« Tout cela impacte grandement les activités des entreprises d'Avignon et au-delà. Cela touche aussi les populations de la cité des papes mais aussi plus largement celles du Vaucluse, du Gard et des Bouches-



du-Rhône. Nous ne sommes pas contre le principe, mais là, on a fait les choses à l'envers. Il aurait fallu d'abord finaliser les travaux de la tranche 2 de la LEO, mettre en place des parkings relais et faire émerger de nouvelles plateformes dédiées aux automobilistes. Là, on est allé trop loin. Notre ville n'a pas le droit de mourir. »



La CPME 84 dénonce les conditions et les conséquences de la mise en place du plan Faubourgs à Avignon.

« Face à la position dogmatique de la municipalité que nous regrettons, je rappelle que la CPME 84 a déposé une requête au Tribunal administratif de Nîmes avec l'association Adrem à l'encontre de ce plan », conclu Bernard Vergier qui déplore que son organisation soit l'une des seules à se mobiliser sur ce sujet.



« En off, les autres acteurs institutionnels sont tous d'accord avec nous mais ils n'osent pas prendre publiquement position. Ils ont peur, pas nous car la CPME 84 est une organisation strictement apolitique dont la l'économie locale et l'emploi sont les seules préoccupations. Nous ne pouvons-nous soustraire de cet enjeu d'intérêt général. »

A lire aussi : Mobilité, la vision du maire d'Avignon pour son territoire

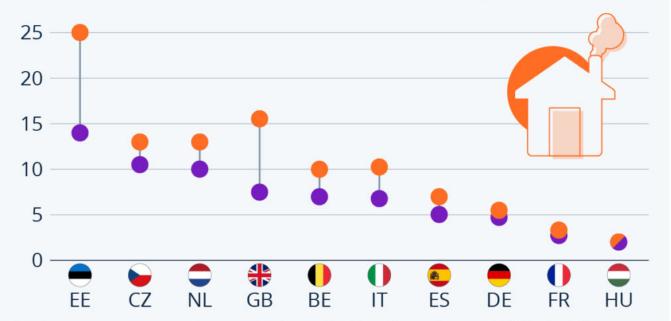
Crise énergétique : les ménages sous pression



Crise énergétique : les ménages sous pression Hausse du coût de la vie liée à l'évolution des prix de

Hausse du coût de la vie liée à l'évolution des prix de l'énergie, exprimée en % du budget des ménages

20 % des ménages les plus riches
20 % des ménages les plus pauvres



Basée sur une comparaison entre la projection des prix pour 2022 réalisée en mai 2022 et celle faite pour la même année en janvier 2021.

Source: FMI



statista 🗹

L'explosion des prix de l'énergie impacte fortement le <u>pouvoir d'achat des Européens</u>. Depuis le début de l'année 2021, les prix mondiaux du pétrole ont doublé, ceux du charbon ont presque quadruplé et ceux du gaz naturel en Europe ont été multipliés par près de sept. Comme il n'est pas prévu que les <u>prix des combustibles fossiles</u> redescendent à leurs niveaux d'avant-crise avant un certain temps, les pays européens doivent désormais s'adapter à une facture d'importation plus élevée pour ce type d'énergies.



Dans un document publié en août, le <u>FMI</u> estime que le ménage européen moyen verra en conséquence son coût de la vie augmenter d'environ 7 % cette année par rapport à ce qui était prévu en janvier 2021. Ce chiffre reflète l'effet direct de la hausse des prix de l'énergie ainsi que ses répercussions diverses sur d'autres biens et services.

Dans la plupart des pays d'Europe, la flambée des prix de l'énergie exerce une pression encore plus forte sur les <u>ménages à faibles revenus</u>, car ils consacrent une part plus importante de <u>leurs dépenses</u> à l'électricité et au gaz. Notre graphique donne un aperçu de l'impact de la hausse des prix sur le budget des foyers selon le niveau de revenus dans une sélection de pays européens. C'est en Estonie et au Royaume-Uni que les ménages les plus modestes (dernier quintile) sont les plus exposés, avec une augmentation du coût de la vie qui pourrait atteindre respectivement 25 % et 15 % pour ce groupe de la population. Les ménages français sont en comparaison mieux protégés, avec une hausse moyenne estimée à environ 3 %.

Les grandes différences d'impact que l'on observe entre les pays s'expliquent en grande partie par des divergences en matière d'approvisionnement, de réglementations, de structures de marché, de réponses politiques et de pratiques contractuelles. Le FM précise que la hausse du coût de la vie pourrait s'aggraver en cas d'interruption totale des importations de gaz en provenance de Russie.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Économie d'électricité : quels appareils sont les plus énergivores ?



Alors que le conflit entre la Russie et l'Ukraine ne cesse de faire grimper les <u>prix de l'énergie</u> et pourrait même aboutir à des pénuries cet automne, le sujet de la sobriété énergétique occupe plus que jamais le devant de la scène.

Selon les données de l'Insee, autour de 10 % du budget annuel des Français est consacré à la



consommation d'énergie, dont les principales sources sont le chauffage et l'électroménager. Si les appareils domestiques sont de plus en plus économes, les foyers ont parallèlement tendance à être de plus en plus équipés. Portée par l'essor de l'informatique et de l'<u>électronique grand public</u>, la consommation en <u>électricité</u> des ménages a ainsi augmenté en moyenne de 2 % par an au cours des trente dernières années.

De nos jours, chaque foyer possède en moyenne près d'une centaine d'appareils électriques ou électroniques. Et certains sont beaucoup plus énergivores que d'autres. Basé sur les chiffres de l'<u>Ademe</u>, notre graphique donne un aperçu de la consommation annuelle d'électricité d'une sélection d'équipements domestiques pour un niveau d'usage standard. Il montre également les économies que l'on peut réaliser en fonction de l'efficacité des appareils actuellement disponibles sur le marché.

Ce n'est pas parce qu'un équipement est peu utilisé qu'il ne pèse pas lourd sur les factures d'énergie. Si l'on prend l'exemple du sèche-linge, utilisé pour seulement quelques cycles d'une à deux heures par semaine, il fait partie des <u>appareils électroménagers</u> les plus énergivores. Avec en moyenne plus de 300 kWh d'électricité consommée par an (variable selon le modèle et l'usage), un sèche-linge est environ deux fois plus gourmand qu'un réfrigérateur-congélateur, et trois fois plus qu'une télévision.

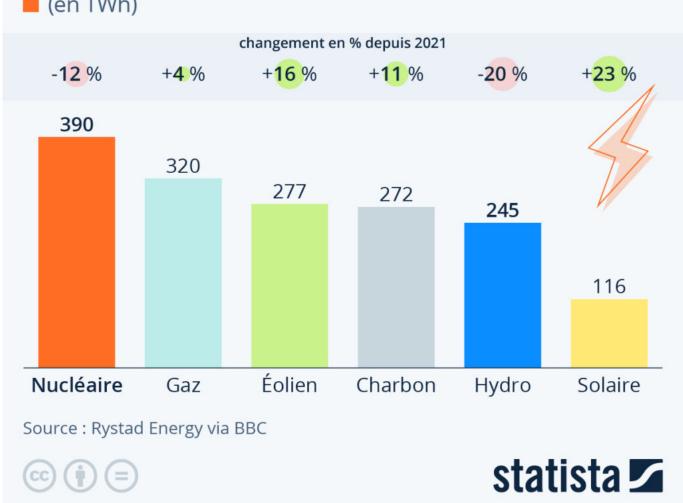
Outre l'éclairage du logement, où les LED permettent d'importantes économies par rapport aux ampoules plus anciennes, le réfrigérateur, la TV et le sèche-linge sont des exemples d'équipements pour lesquels les modèles les plus sobres en énergie ont le plus d'impact sur la consommation d'un foyer. Ramenée à la durée de vie des différents appareils (en moyenne autour de dix ans), l'économie sur les factures d'électricité peut se chiffrer à plusieurs milliers d'euros.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Électricité : la sécheresse impacte le nucléaire et l'hydraulique

Électricité : la sécheresse impacte le nucléaire et l'hydraulique

Électricité produite en Europe entre janvier et juillet 2022 (en TWh)



Les sécheresses en Europe impactent tous les domaines, de l'alimentation aux transports en passant par l'environnement.

La production d'énergie en Europe est également touchée. Comme le montre notre graphique, la production d'électricité d'origine <u>hydraulique</u> entre janvier et juillet 2022 a diminué d'environ 20 %



comparée à la même période en 2021. Cela s'explique en partie par l'assèchement des réservoirs hydroélectriques dans les pays comme l'Italie, la Serbie et le Monténégro. Selon <u>Bloomberg</u>, la Norvège, qui est généralement un grand producteur d'hydroélectricité, a même pris des mesures pour réduire les exportations afin de pouvoir remplir en priorité les réservoirs à faible niveau d'eau pour maintenir sa production nationale.

La production d'énergie nucléaire a également diminué depuis 2021. Cette baisse est notamment causée par la fermeture de plusieurs centrales nucléaires françaises dû aux températures du Rhône et de la Garonne, trop élevées pour refroidir les réacteurs. La France dépend à 70 % de l'énergie nucléaire en étant un important exportateur d'électricité, qui fournit généralement de l'électricité à l'Italie, à l'Allemagne et au Royaume-Uni. Il faut préciser ici que les centrales nucléaires françaises sont également confrontées à d'autres obstacles: un nombre considérable de centrales du pays ont dû être arrêtées récemment en raison de pannes et de problèmes de maintenance retardés par la pandémie. Ces raisons combinées impliquent, selon Wired, que la puissance hydroélectrique du pays a diminué de près de 50 pour cent.

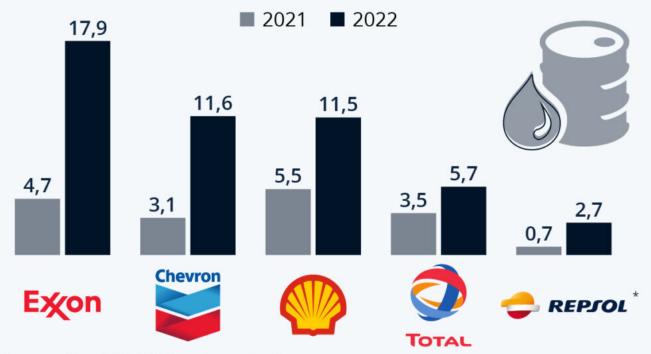
De Claire Villiers pour **Statista**

Les géants pétroliers encaissent des profits records



Les géants pétroliers, grands gagnants de la crise

Bénéfices des compagnies pétrolières & gazières au 2e trimestre des années indiquées (milliards de dollars)



^{*} convertion EUR/USD au taux de change moyen du 2e trimestre des années respectives.

Sources : comptes de résultats des entreprises









Guerre en Ukraine, frictions géopolitiques, inflation, tensions énergétiques, vagues de chaleur - 2022 est d'ores et déjà considérée comme une année de crise. Et comme dans toutes les périodes de crise, on retrouve des gagnants. Cette fois, il s'agit notamment des grands groupes pétroliers, qui encaissent des profits records avec la flambée des <u>prix de l'énergie</u>. Le géant français de l'énergie, <u>Total</u>, a par exemple annoncé un bénéfice de 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de plus de 60 %



par rapport à l'année dernière. « C'est la première fois depuis vingt-cinq ans que je vois toutes nos activités profiter d'un tel contexte de prix », a commenté Patrick Pouyanné, le PDG du groupe.

Les autres géants pétroliers ne sont pas en reste. La compagnie anglo-néerlandaise Shell a enregistré un bénéfice de 11,5 milliards de dollars d'avril à juin, soit plus du double de celui réalisé à la même période en 2021. La situation est même encore plus profitable aux groupes américains ExxonMobil et Chevron, qui ont vu leurs profits plus que tripler, pour atteindre respectivement 17,9 et 11,6 milliards de dollars au deuxième trimestre. À titre de comparaison, c'est plus que le bénéfice trimestriel moyen d'Amazon l'année dernière (8,3 milliards de dollars en 2021).

Les marges juteuses dégagées par les raffineries sont toutefois vues d'un œil critique. Comme le rapporte France24, Exxon et Chevron se retrouvent dans le collimateur de l'administration Biden aux États-Unis, qui leur reproche de ne pas faire suffisamment d'efforts financiers pour limiter la flambée des prix à la pompe. Début juin, le président américain avait même ironisé à leur égard, en avançant qu'Exxon allait « gagner plus d'argent que Dieu » cette année. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'est lui aussi exprimé de manière critique récemment, bien que de manière plus modérée. En juillet, il avait déclaré sur Twitter, « certaines entreprises réalisent des bénéfices particulièrement importants dans la situation actuelle, avec la hausse des prix de l'énergie. Ce n'est pas correct ».

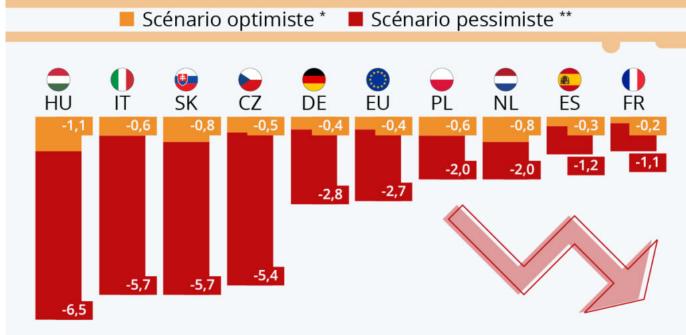
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Levier du gaz russe : quel impact aurait l'arrêt des flux vers l'UE ?



Comment l'arrêt des flux de gaz russe pourrait affecter l'Europe

Perte de PIB en % douze mois après un arrêt théorique des livraisons de gaz russe, par pays européen



- * faibles frictions d'ajustement, marché intégré, contribution du GNL.
- ** fortes frictions d'ajustement, marché fragmenté, ménages protégés.

Source: FMI









Alors qu'une fermeture de <u>Nord Stream</u> avait eu lieu récemment pour maintenance, la Russie a repris jeudi dernier ses livraisons via ce pipeline qui achemine environ le tiers des importations de gaz de l'Union européenne. Si cela a d'abord apaisé les dirigeants européens (qui craignaient que Moscou maintienne le robinet fermé en réponse aux sanctions), <u>Gazprom</u> a annoncé lundi 25 juillet qu'il allait



diminuer ses volumes livrés à partir de mercredi : soit environ <u>20 % des capacités du gazoduc</u>, contre 40 % actuellement.

Alors que la guerre s'intensifie en <u>Ukraine</u>, le contrôle de cette installation stratégique donne à Vladimir Poutine un levier majeur pour diviser les Vingt-Sept sur le plan géopolitique, dans un contexte où le continent est sous la menace d'une crise énergétique cet hiver.

Comme le détaille une <u>étude du FMI</u>, un arrêt complet des <u>livraisons de gaz russe</u> aurait des répercutions économiques majeures en Europe. Douze mois après une coupure totale des exportations, l'organisation estime que le produit intérieur brut (PIB) de certains pays européens pourrait chuter de plusieurs points dans les scénarios les moins optimistes.

Les plus affectés seraient des pays d'Europe centrale – la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie – ainsi que l'Italie, où le risque de pénurie en gaz concerne jusqu'à 40 % de la consommation domestique. Dans le pire des scénarios – c'est à dire en l'absence de contribution du gaz naturel liquéfié (GNL) et qu'il soit nécessaire de protéger les ménages des pénuries (en plus de l'industrie) – entre 5 et 6 points pourraient être retranchés du PIB de ces pays. L'Allemagne et la Pologne s'en sortiraient un petit peu mieux, avec des pertes comprises entre 2 et 3 points.

Le gaz naturel étant toujours très utilisé en Europe pour <u>produire de l'électricité</u> et du chauffage pour les particuliers, des tensions pourraient avoir lieu pour savoir à qui donner la priorité en cas de pénurie de gaz l'hiver prochain dans certains pays. Même pour des économies européennes beaucoup moins exposées à la <u>dépendance au gaz russe</u>, comme la France ou l'Espagne, les retombées économiques d'une telle crise pourraient se traduire par une réduction du PIB d'environ 1 % si l'un des scénarios les plus pessimistes du FMI devait s'appliquer à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>